

L'Europe et l'ex-URSS : les paradoxes d'une reconfiguration

Annie Daubenton

Quinze ans après son éclatement, l'ex-Union soviétique est un territoire plus hétérogène que jamais, suscitant même une compétition entre anciennes républiques pour accéder à cet « état civilisé », souvent synonyme d'européanité. Ce que la Russie appelait au début des années 1990 son « étranger proche » donne des signes d'émancipation, à côté desquels les déclarations d'indépendance de 1991 font pâle figure. Qualifiée autrefois de « centre », Moscou ne reste pas sans réagir, avec des armes nouvelles, à la fois plus modernes – si l'on pense à l'économie de marché qu'elle manipule désormais comme si elle en avait la maîtrise de longue date – et plus désuètes – si l'on considère l'hyper-autoritarisme dont elle fait preuve sur son territoire.

À cette absence d'homogénéité de l'ancien espace soviétique répond une Union européenne (UE) également mise en difficulté : l'articulation de sa politique commune étant freinée, les initiatives ont accentué la disparité

à l'Ouest, tandis que les « nouveaux entrants » prenaient résolument leur place. Ces mouvements contradictoires marquent l'évolution de ces deux espaces, la Russie tentant de garder le contrôle sur ce qu'elle considèrerait jusqu'alors comme sa zone d'influence naturelle et l'Europe continuant à faire figure, *nolens volens*, de zone d'attraction.

On est loin de cette « maison commune européenne » dont rêvait Mikhaïl Gorbatchev, et encore plus sans doute de la suggestion d'Andreï Sakharov qui proposait, à titre symbolique et en respectant la géographie du continent, de rebaptiser l'Union soviétique « États-Unis d'Eurasie du Nord ». Si de nouvelles formes d'institutions supranationales sont imaginées, au nom de l'Europe ou contre celle-ci, elles résultent bien souvent de poussées des populations de l'Est, qui tentent d'écarter ce nouveau « rideau » qui les éloignerait des pays européens au moment où ceux-ci se rapprochent de leurs frontières.

1. Des révolutions colorées au nom de la démocratie

Souvent effectuées au nom de retrouvailles avec l'Europe, les « révolutions colorées » – selon le surnom donné par le Kremlin – n'ont pratiquement épargné aucun des États issus de l'ex-Union soviétique.

La Géorgie fit le premier pas avec la « révolution des roses », qui mit fin en 2003 au régime d'Édouard Chevardnadze, suivie l'année d'après par l'Ukraine et par la plupart des États d'Asie centrale, pour toucher finalement la Biélorussie – que l'on avait trop vite tendance à considérer comme une zone « paci-

fiée ». Ces révoltes ont généralement éclaté autour de scrutins, et visaient à obtenir avant tout leur déroulement démocratique, depuis le respect de la pluralité durant les campagnes électorales jusqu'au comptage des voix au moment du dépouillement. Exceptionnels par leur ampleur, ces rassemblements l'étaient aussi par leur caractère pacifique. Derrière cette détermination s'exprimait l'espoir d'en finir avec des régimes corrompus ou à la légitimité douteuse.

Certaines de ces oppositions se sont ouvertement tournées vers l'Europe (Ukraine, Géorgie ou Biélorussie), désormais voisine ou même frontalière, espérant attirer une nouvelle fois l'attention sur la nature des pouvoirs auxquels ils s'opposaient. L'Europe élargie et l'ex-Union soviétique partagent désormais

Encadré 1 Un calendrier révolutionnaire ?

- *Novembre 2003 : Révolution des roses en Géorgie.* L'opposition conteste les résultats des élections législatives, entachées de nombreuses fraudes et qui donnent vainqueurs les partis pro-présidentiels. Réunis par milliers, les manifestants, qui voient leur « révolution » sur le modèle de la chute de Slobodan Milosevic à Belgrade, obtiennent en trois semaines la démission d'Édouard Chevardnadze, figure dominante depuis les années 1970 de la vie politique soviétique, puis géorgienne.
- *Décembre 2004 : Révolution orange en Ukraine.* Les résultats de l'élection à la succession du président Leonid Kouchtchenko opposent le démocrate Viktor Iouchtchenko et le candidat soutenu par le Kremlin, Viktor Ianoukovitch. Rassemblés sous des tentes pendant 17 jours, des dizaines de milliers de manifestants obtiennent la reconnaissance des fraudes et la tenue d'un troisième tour, qui donnera la victoire au candidat démocrate.
- *Février-mars 2005 : Révolution des tulipes au Kirghizstan.* Bourrage des urnes et fraudes lors des élections législatives provoquent une

vague de contestation qui renverse le pouvoir, devenu autocratique, d'Askar Akaev.

- *Novembre 2005 : En Azerbaïdjan,* des milliers de manifestants se rassemblent pour dénoncer le caractère irrégulier du scrutin législatif, mais la situation est déjà sous contrôle : plusieurs membres du gouvernement, considérés comme peu sûrs, ont été mis à l'écart et l'alternance a déjà eu lieu « en famille », le président Heïdar Aliev ayant transmis le pouvoir à son fils, Ilham Aliev. Plutôt que révolution, le mouvement est surnommé le « rassemblement des matraques ».
- *Décembre 2006 : Révolution « du jean » en Biélorussie.* Malgré les répressions et interdictions qui entourent la présidentielle, plusieurs milliers de personnes se rassemblent à Minsk durant plusieurs jours pour contester le résultat (Alexandre Loukachenko serait crédité de plus de 80 % des suffrages). Le sit-in est dispersé en pleine nuit et de nombreux contestataires sont faits prisonniers ainsi que les deux principaux leaders de l'opposition, Alexandre Milinkevitch et Alexandre Kozouline.

quelque 5 000 kilomètres de frontières communes, un « voisinage » qui n'est pas sans conséquences.

D'autres, comme dans les États d'Asie centrale, ont tenté de faire tomber des régimes dynastiques, autocratiques ou criminels. Au Kirghizstan ou en Azerbaïdjan se sont amorcés des virages permettant un relatif renouvellement des élites en place. Il n'en est pas de même au Turkménistan où le mandat du président Saparmourad Niazov est indéfiniment prolongé par un parlement « fantoche » ; quant au régime ouzbek, la répression qu'il exerce à l'égard des éléments d'opposition au nom de la lutte contre le « terrorisme islamique » est d'une violence extrême, les événements non élucidés d'Andijan en mai 2005 ayant fait entre 500 et 1 000 morts.

Ces mouvements sont nés de la contradiction de fait entre les principes inscrits dans les constitutions des pays issus de l'éclatement et leur non-application menant à l'instauration de régimes fort éloignés des règles européennes, sur lesquels la communauté internationale a le plus souvent fermé les yeux. Ils ont fait tomber quelques régimes et contribué par la force au passage de flambeau d'une génération caractérisée – du fait de l'âge ou de la culture – par les mentalités soviétiques, par une forme de népotisme, ainsi que par certaines pratiques (corruption, fraude, non-respect de la liberté d'expression) devenues courantes et finalement acceptées – par lâcheté autant que par indulgence – durant la période appelée « transition post-soviétique ».

La chronologie de ces événements et l'analogie entre les formes de révolte ont contribué à accuser leurs acteurs d'être les instruments de différentes organisations occidentales officiant sur territoire « étranger » et mandatés pour sa déstabilisation. Furent désignés en premier lieu la fondation Open Society, financée par George Soros, ou Freedom House, majoritairement aidée par le gouvernement

américain. Sans la volonté des populations, une mobilisation de cette envergure était pourtant inenvisageable dans des pays aussi contrôlés. Par contre, le regard sur ces populations, qu'il vienne d'Europe ou du reste du monde, largement relayé par les médias internationaux, a contribué sans nul doute à renforcer leur détermination et l'espoir d'être entendues.

L'analyse mécanique de ce phénomène tend aussi à sous-estimer l'engagement de Moscou, qui a multiplié les aides logistiques, politiques, financières et les pressions afin de favoriser, lors de ces scrutins, les candidats qui avaient ses faveurs – aux programmes politiques souvent inexistantes, et simplement qualifiés de « pro-Moscou ». Cette stratégie a conduit le Kremlin à sous-évaluer les forces d'opposition, l'obligeant ensuite à réajuster de plus ou moins bonne grâce sa position.

DE L'ART DE SE PRÉMUNIR CONTRE LES MENÉES DÉMOCRATIQUES

Dans cette conjoncture, le gouvernement russe se trouve dans une situation défensive sur le plan politique, faisant du danger que représentent ces remises en cause l'axe principal de sa propagande. Si le président Vladimir Poutine salue démocratiquement les nouveaux élus – après avoir trop rapidement félicité ceux qui l'avaient été frauduleusement –, il ne manque pas dans ses discours de dénoncer l'intrusion des forces extérieures (occidentales bien sûr), cette « cinquième colonne » financée par l'étranger¹.

Il existe désormais au sein de l'Administration présidentielle un département plus spécialement chargé « de la prévention des révolutions orange dans l'espace post-soviétique² ».

1. V. Poutine, « Adresse au pays », 26 mai 2004.

2. *Kommersant*, n° 50, 22 mars 2005.

Dans le même temps est votée une loi visant à empêcher le travail des organisations non gouvernementales (ONG) soupçonnées de collusion avec l'Occident. Vivement critiquée par les défenseurs des droits de l'homme et par le Conseil de l'Europe – celui-ci soulignant que la nouvelle législation violait la Convention européenne des droits de l'homme dont la Russie est signataire –, la loi fit l'objet d'un remaniement formel. D'ailleurs, lors de son adoption, le président réaffirmait la nécessité de sauvegarder le système politique russe « des ingérences extérieures, pour protéger la société et les individus de l'expansion terroriste et des idéologies misanthropiques³ ».

Un dispositif d'ensemble s'est ainsi mis en place, par petites touches et sévères oukases. Après avoir abrogé l'élection des gouverneurs au suffrage direct, le pays se dote d'une nouvelle loi antiterroriste, élaborée sous la pression des événements de Beslan⁴ ; un Comité national pour la lutte antiterroriste (NAK) est ensuite mis en place pour conférer des pouvoirs élargis aux forces de maintien de l'ordre (Service fédéral de sécurité [FSB] et ministère de l'Intérieur) et assurer une meilleure coordination de leurs actions en créant dans les régions des commissions antiterroristes locales.

2. Une Russie européenne, eurasiatique ou expansionniste ?

En dépit de ces législations, qui renforcent sans conteste le rôle des structures sécuritaires dans le fonctionnement intérieur de l'État, le pouvoir russe continue de tenter de définir son mode de « gouvernance ». À la déno-

mination de « démocratie dirigée⁵ » due aux politologues russes, Vladimir Poutine préfère la formule plus souple de « démocratie adaptée⁶ » aux traditions du pays. Si le pouvoir répond aux « menaces » venues de l'extérieur en se retranchant dans cette « forteresse assiégée » rappelant l'Union soviétique d'antan, il a néanmoins fait preuve de pragmatisme et d'une singulière faculté d'adaptation.

PRÉPARER POUR MIEUX CADRER

Les prochaines échéances électorales (législatives en 2007 et présidentielle en 2008) sont dès lors préparées avec un soin tout particulier ; il s'agit d'en fixer le cadre préliminaire, que ce soit par le choix des candidatures potentielles ou par une mise au pas des médias.

Certes le président Poutine n'a pas dévoilé ses intentions : sera-t-il à nouveau candidat grâce à un changement constitutionnel qui lui permettrait de prétendre à un nouveau mandat ? Souhaite-t-il plutôt prendre la tête d'un grand consortium international comme Gazprom, auquel il aura entre-temps donné les assises nécessaires, ou envisage-t-il une passation de pouvoir comme celle qui eut lieu entre Boris Eltsine et lui-même ?

Un premier remaniement gouvernemental répondrait à la dernière hypothèse, sans pourtant préjuger de sa suite. Deux nouveaux postes de vice-Premier ministres sont créés, donnant des pouvoirs accrus à des personnalités considérées comme de possibles dauphins : sont ainsi promus Dmitri Medvedev – anciennement chef de l'Administration

3. *Interfax*, 5 décembre 2005.

4. La prise d'otages dans une école de la ville, le 1^{er} septembre 2004, fit 331 morts dont 172 enfants.

5. V. Pribylovskij, « Chto takoe "oupravliaemaïa demokratiia" » (« Qu'est-ce que la "démocratie dirigée" »), Demos, Centre de recherche pour les problèmes de la société civile, 17 mars 2005, <www.demos-center.ru/comments/371.html>.

6. Sommet de Bratislava, déclaration de Vladimir Poutine aux médias slovaques, 22 février 2005.

présidentielle et également membre de la direction de Gazprom – et Sergueï Ivanov, ministre de la Défense – placé par décret présidentiel à la tête d'une nouvelle commission nationale chargée du contrôle de l'industrie de l'armement. Liés à Saint-Pétersbourg, ville natale du président, au FSB où celui-ci fit sa carrière ou à Gazprom, très proche du pouvoir, ils répondent aux modes d'avancement des élites du système Poutine.

DE LA DIFFICULTÉ À S'OPPOSER

Il faut constater la fin du phénomène de dissidence tel qu'il s'exprimait dans les années 1970-1980, trouvant des relais en Europe. À l'exception d'actions comme celle de Sergueï Kovalev, intellectuel et opposant de toujours, ou d'Ella Pamfilova, responsable du Conseil présidentiel des institutions civiles et des droits de l'homme, ce n'est plus par là que la contestation peut s'organiser.

L'opposition libérale démocrate a été pratiquement éliminée lors des dernières élections parlementaires, et des personnages emblématiques comme Grigori Iavlinski ne siègent plus au Parlement. Quant aux leaders de l'Union des forces de droite (SPS), Boris Nemtsov, Iouri Kasparov et Irina Khakamada, ils éprouvent bien des difficultés à s'entendre pour ébaucher une plateforme commune.

Paradoxalement, c'est du sommet de l'État, de ceux qui ont récemment quitté les affaires, qu'émanent les critiques les plus acerbes, leurs anciennes positions leur permettant de se faire entendre dans les instances internationales. Alors que l'ex-Premier ministre Mikhaïl Kassianov a fait part de son intention de se présenter à l'élection présidentielle de 2008 sous une étiquette de rassemblement démocratique, Andreï Illarionov, ancien conseiller économique du président Poutine, dénonce dans les médias et instances internationales les mille et un maux dont souffre son pays,

qui « ne pouvait prétendre légalement à entrer dans le G8 » : « ce n'est pas seulement la liberté économique qui a quitté la Russie. La liberté politique s'en est également allée. Et les prisonniers politiques sont de retour⁷. »

Mikhaïl Khodorkovski, ancien patron fortuné de Ioukos, ne renonce pas à publier, du fond de sa colonie pénitentiaire en Sibérie, un manifeste pour « une Russie moderne et démocratique », critiquant à la fois le système Poutine et les partis d'opposition, conduits non par des hommes d'État, dit-il, mais « par des hommes d'affaires de la politique⁸. »

LES HUMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Si en Russie les mouvements de la société ne se font pas au nom de la démocratie ou de l'Europe, l'humeur de la société n'est pas aussi apathique que ne le laisserait supposer le dispositif mis en place pour la canaliser.

D'un côté, les sentiments xénophobes de la population s'accroissent, répondant aux slogans des formations ultranationalistes comme le parti Patrie (Rodina) de Dmitri Rogozine : ce dernier souhaite que des mesures soient prises pour lutter contre l'immigration des Caucasiens et réfugiés d'Asie centrale afin d'éviter, déclare-t-il, que ne se propagent en Russie des désordres semblables à ceux que connaît la France sur la question des banlieues⁹. Des formations proches du Parti libéral démocrate de Russie (LDPR)¹⁰ de Vladimir Jirinovski relancent les slogans « Longue vie à l'empire » ou « La Russie aux Russes », un mot d'ordre dans lequel se reconnaîtrait, à des degrés divers, 58 % de la population¹¹.

7. A. Illarionov « Putin's Russia », *International Herald Tribune*, 26 janvier 2006 (extraits d'une série de textes publiés par *Kommersant*).

8. *Kommersant*, n° 212, 11 novembre 2005.

9. *Interfax*, 6 novembre 2005.

10. Parti dit « libéral démocrate », en réalité ultra-nationaliste et proche du FSB.

11. Sondage effectué par l'Institut Levada en juin 2005 et cité par la radio *Ekho Moskvy*.

Pourtant la société réagit, de façon très localisée, sans possibilité de coordination – autant à cause des interdits qu'en raison de la taille du territoire. Les mouvements sociaux (retraités, invalides, étudiants, etc.) interpellent plutôt les autorités locales que le président Poutine, qui continue de jouir d'une importante popularité. Les revendications se fondent sur les réalités de la vie quotidienne : transports, médicaments, bourses d'études, baisse des tarifs de l'eau ou de l'électricité.

Les mobilisations à caractère plus politique ne sont pas fréquentes, même si l'assassinat, en juin 2004, d'un activiste des droits de l'homme à Saint-Petersbourg a donné lieu à un rassemblement « contre la haine raciale ». Plus d'un millier de personnes se sont réunies devant la tour de télévision d'Ostankino à Moscou pour protester contre les restrictions à la liberté d'expression ; le Comité des mères de soldats s'est mobilisé de son côté autour du martyr d'un jeune soldat, amputé des deux jambes et des organes génitaux après avoir été torturé par des officiers et des soldats de son unité, et exige la démission du ministre de la Défense.

3. Les voies impériales de l'échange

Ce n'est pas par la voie politique que le Kremlin fait entendre sa réponse. L'État s'appuie sur les forces économiques pour se consolider et reprend par plusieurs biais la maîtrise de ses ressources. Moscou ne reviendra pas sur la question des indépendances, mais le désir d'empire, formulé en politique intérieure, se structure à l'extérieur par des mesures qui peuvent sembler répondre aux critères du libre-échange, voire même de la santé publique : utilisation sous condition de la distribution énergétique ou blocus de certains produits alimentaires.

La question n'est plus celle de l'enrichissement, moral ou pas, légitime ou pas, de ceux que l'on appelait sous la présidence Eltsine les « oligarques » ; il s'agit de leur enlever davantage que l'argent : l'indépendance politique que confèrent les moyens économiques. L'affaire Khodorkovski signe la fin de ces électrons libres qui pouvaient user de leur fortune pour narguer le pouvoir¹².

LA GALAXIE GAZPROM

Au centre de ce système où l'État et le monde des affaires ont de plus en plus partie liée se trouve Gazprom. Issue de la privatisation du ministère soviétique du Gaz, la maison a depuis longtemps des intérêts partagés avec le pouvoir : son ancien dirigeant Viktor Tchernomyrdine n'a-t-il pas officié comme Premier ministre de 1992 à 1998, avant de devenir en 2001 ambassadeur de la Fédération de Russie en Ukraine ? C'est que Gazprom bénéficie de ressources exceptionnelles, qui lui permettent d'élargir rapidement son terrain d'action : il contrôle près de 20 % des réserves gazières mondiales.

La société développe encore son « empire » avec l'acquisition, fin 2005, de 75,7 % des actions de la compagnie pétrolière Sibneft, que Roman Abramovitch aurait décidé de lui céder pour ne pas connaître la même destinée que Khodorkovski. En situation de monopole pour le gaz, Gazprom devient un important producteur de pétrole, en 5^e position après Lukoil, TNK, BP, Rosneft et Sourgourneft. La société déménage les bureaux de Sibneft à Saint-Petersbourg, la capitale des nouvelles élites de Poutine, et continue sa course. Après avoir largement investi dans le domaine de l'édition, Gazprom-Media rachète la majorité des parts de *Tchas Pik* (*L'Heure de pointe*),

12. Ancien patron du groupe pétrolier Loukos, Mikhaïl Khodorkovski a été arrêté pour avoir financé un parti politique, provoquant une baisse du cours de l'action de son entreprise qui a durement touché la Bourse russe (NDLR).

l'un des derniers journaux politiques encore indépendant à Saint-Petersbourg.

Face à ce géant, les pays européens jouent leur carte en solo. Ainsi se noue la stratégie du chancelier Gerhard Schröder, qui signe sans en informer les Européens un accord avec le président Poutine pour la construction et l'exploitation d'un gazoduc devant relier, à partir de 2010, la Russie et l'Allemagne, en passant sous la mer Baltique. Après la défaite du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) aux élections, l'ex-chancelier prend la tête du Conseil de surveillance de la North-European Gas Pipeline (NEGP), détenue à 51 % par Gazprom ; il nomme au poste de directeur exécutif Matthias Warnig, un ancien de la police secrète de l'ex-RDA, familier de longue date du président Poutine.

Les États baltes et la Pologne, dont les territoires sont ainsi contournés, réagissent vivement. Le ministre polonais de la Défense, Radek Sikorski, compare l'accord au pacte germano-soviétique de 1939¹³. Si la chancelière allemande, Angela Merkel, élève la voix lors de sa première visite officielle à Moscou pour rappeler les principes des droits de l'homme et le caractère irrégulier de la guerre en Tchétchénie, elle s'aligne cependant sur son prédécesseur quant à la signature des contrats gaziers.

LA CRISE DU GAZ, UN RÉVÉLATEUR POUR L'EUROPE

Souhaitant remettre de l'ordre dans ses relations économiques avec ses voisins, Moscou doit également régler la question du prix du gaz : il convient de le réaligner sur les cours mondiaux et de sortir peu à peu de la disparité des tarifs entre chacun des pays de l'ex-Union soviétique – sans compter cette économie de troc qui fait nommer « prix » ce qui relève la plupart du temps d'un système d'équivalence en marchandises. Si le réajustement

est légitime, restent la méthode et le moment choisis.

La polémique qui oppose la Russie à l'Ukraine à la fin de 2005 ressemble d'abord à une partie de bras de fer récurrente : la question de la facture gazière est le principal contentieux qui oppose ces deux pays depuis leur indépendance, mais la crise éclate 20 semaines avant les élections parlementaires en Ukraine et en pleine période hivernale.

Dans un premier temps, Moscou propose le passage de 50 à 160 dollars les 1 000 m³, puis à 230 dollars. Si Kiev – qui tente de transiger – ne signe pas l'accord, les livraisons seront bloquées à compter du 1^{er} janvier 2006 ; or les pipelines qui approvisionnent l'Europe en gaz russe traversent le pays. Chacun refait ses comptes ; la disparité des prix d'un pays à l'autre – même compte tenu des coûts d'acheminement – relève autant de la prime politique que d'un réajustement sur les cours mondiaux. La crise atteint son paroxysme dans les premiers jours de 2006, quand la menace est mise à exécution. Le « robinet » se ferme ostensiblement, mais l'Ukraine répercute la diminution des livraisons sur les pays européens qui s'approvisionnent en gaz russe.

Cette situation inattendue place l'Union européenne au pied du mur. Une réunion d'experts se tient en toute hâte à Bruxelles, Kiev se prépare de son côté à demander à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm de trancher le différend. Le sommet du G8 approche : il doit se tenir à Saint-Petersbourg, sous présidence russe, et il est justement consacré à la sécurité énergétique. Une solution est donc trouvée sous la forme d'un montage douteux – RosUkrEnergo – sauvegardant des intérêts financiers non transparents chez les deux partenaires.

13. Conférence de presse tenue en marge du « Forum Bruxelles », le 30 avril 2006, organisé pour la première fois, à l'initiative du German Marshall Fund et de la Bertelsmann Stiftung.

Tableau 1
Dans quelle mesure l'Europe est-elle dépendante du gaz de Russie ?

Pays	Consommation (en milliards de m ³)	Total des importations (en milliards de m ³)	Importations de Russie (en milliards de m ³)	En % du gaz consommé
Allemagne	100,2	90,8	39,1	39
Ukraine	78	60	23 (+37*)	77
Italie	79,7	67,9	23,6	30
Turquie	22,4	21,7	14,1	63
France	44,7	37	11,5	26
Autriche	9	8,4	6,7	74
Slovaquie	6,9	6,7	6,7	103
Finlande	4,9	4,9	4,9	100
Bulgarie	3,1	2,9	2,9	94
Lituanie	3,1	2,6	2,6	84
Grèce	2,7	2,6	2,2	81

* Gaz turkmène acheminé via le territoire de la Russie.

N.B. : Un certain nombre de pays dont la Belgique, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et la Suède n'importent pas de gaz de Russie. La Norvège et le Danemark disposent de leur propre gaz naturel.

Source : BBC News, 4 janvier 2006.

La crise se poursuit en Géorgie – l'approvisionnement y est coupé par l'explosion violente d'un gazoduc dont on ne parvient pas à déterminer la nature politique ou criminelle – ainsi qu'en Moldavie, mais sans susciter la même émotion de la part de l'Union européenne.

Dans ce réajustement des prix de l'énergie, un point plus litigieux encore touche les pays du pourtour de la Russie : les hausses sont souvent négociées en fonction de propositions d'acquisition par Moscou des structures gazières de ces pays. L'Arménie a dû céder à Gazprom 75 % de la société arménienne de distribution du gaz, ArmRosGazprom (ARG), ainsi qu'une partie du gazoduc en construction entre l'Arménie et l'Iran, une structure dont elle avait pourtant espéré tirer à terme une plus grande indépendance énergétique.

L'offre est également avancée de façon insistante en Biélorussie, Gazprom faisant savoir qu'elle désirait acquérir 50 % des actions de Beltransgaz, société publique biélorusse qui gère les flux gaziers russes vers l'Europe.

Quant au Turkménistan, le gazoduc utilisé pour exporter 90 % du gaz naturel turkmène appartient à une société gérée par Gazprom. Si le pouvoir ukrainien a dû signer, pour sortir de l'impasse, un contrat aux clauses contestables, il s'est toutefois réjoui d'avoir pu « sauver » ses gazoducs, dont il garde jusqu'à présent le contrôle.

Cette crise a eu l'avantage de placer les pays européens face à l'état réel de leur dépendance énergétique ; elle a également montré qu'à force de céder sur des principes censés ne gêner que des pays éloignés et considérés comme d'importance secondaire, le cœur même de l'Europe pouvait, en quelques jours, se retrouver touché. Cette leçon de realpolitik la contraint à résoudre certaines contradictions : d'un côté, son soutien aux indépendances de 1991 ou une certaine sympathie pour les mouvements démocratiques de 2004-2006 ; de l'autre, un assujettissement à Moscou en des termes inhabituels.

Ce virage de l'économie russe – maximiser les bénéfices tirés de la distribution des ressources naturelles et ne pas laisser s'éloi-

gner ces profits du pouvoir politique – s'est accompagné de mesures protectionnistes concernant l'énergie, les minerais, l'armement ou le nucléaire : un nouveau projet vise à limiter à 25 % les prises de participations non russes dans ces domaines considérés comme « stratégiques ». Après la démocratie dirigée ou adaptée, c'est d'une « renationalisation¹⁴ » de l'économie dont il est question, sous une forme qui concilierait économie de marché et mainmise de l'État.

4. Des associations géopolitiques à géométrie variable

Cette disparité des intérêts entre l'Union européenne, les nouveaux entrants, les pays du pourtour de l'ex-Union soviétique et la Russie provoque, dans le domaine diplomatique, désertions et vocations nouvelles.

COMMENT FAIRE FACE À L'EUROPE ?

Constituée après l'éclatement de l'URSS – plaisamment qualifiée de « structure de démontage » de l'ancienne Union soviétique –, la Communauté des États indépendants (CEI) regroupe toutes les ex-républiques soviétiques à l'exception des États baltes ; elle aspire alors à parler d'une seule voix avec l'UE, ainsi qu'à réussir l'« intégration » économique de ses membres. Au fil des sommets de ces 15 dernières années, la CEI ne parvient pourtant à régler aucun des problèmes posés au moment de sa formation. Le choc provoqué par la poussée des mouvements démocratiques condamne son inertie. Les Géorgiens expriment leur souhait de ne plus participer à ses « travaux » et sont suivis par les Ukrainiens. Ces derniers font même

remarquer que, par une étourderie à laquelle personne n'a pris garde, ils n'ont jamais signé la Charte initiale.

Une autre architecture a été conçue entre-temps par Moscou, l'« espace économique commun » dont le projet, formulé à l'automne 2003, est censé regrouper la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine. Une union essentiellement douanière s'appuyant sur une base géographique plus restreinte, voilà la structure susceptible de damer le pion à cette Europe qui s'étend, depuis 2004, jusqu'aux frontières de sa zone d'influence ; cet espace n'est-il pas envisagé comme une « contre-Europe » ?

Cependant le pouvoir ukrainien a changé et, embarrassé par cet héritage indésirable, il opte pour une alliance « à la carte », signant certains avenants et écartant d'un revers de main ce qui relève d'une intégration plus poussée. Un ultimatum lui est signifié – il faudra désormais ratifier l'ensemble des documents ou se retirer – et Moscou envisage le repli sur les trois pays politiquement les plus disciplinés.

COMMENT S'EN RAPPROCHER ?

D'autres aspirations s'expriment, qui cherchent à prendre pied au sein de structures à la dynamique renouvelée. Au printemps 2005, la Géorgie et l'Ukraine annoncent la tenue d'un « Yalta de la démocratie ». Cette profession de foi prend place dans une structure « dormante », ou du moins en mal de vocation : le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie). À sa formation, en 1997, l'organisation est fortement soutenue par l'Union européenne afin de rechercher de nouvelles voies de communication pour l'exportation

14. Andreï Illarionov parle de « quasi-nationalisations » (*Interfax*, 22 novembre 2005) et la sociologue Olga Krychtanovskaïa de « renationalisations » (*Kommersant*, n° 221, 24 novembre 2005).

du pétrole de la mer Caspienne¹⁵, mais elle ne parvient pas à s'imposer. Alors que l'Ouzbékistan la quitte, soucieuse de n'être pas contaminée par les enfants des révolutions orange, Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie signent un accord conjoint ayant pour but de « construire la démocratie de la Baltique à la mer Noire ». Des appels sont lancés en direction de la Bulgarie et de la Roumanie, censées intégrer l'Union européenne en 2007.

De leur côté, les pays récemment entrés dans l'UE trouvent une vocation qui leur est propre : leur proximité historique avec les ex-républiques soviétiques rend leur médiation précieuse dans les moments de crise. Il n'est pas non plus déplaisant pour eux de servir de marchepied pour d'éventuelles adhésions nouvelles, ainsi que de narguer Moscou, dont ils ont longtemps subi la tutelle. C'est ainsi que le « groupe de Visegrad » (Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque), formé au début des années 1990 sur un accord politique et de libre-échange, reformule son action en termes plus diplomatiques : celui qui se nomme désormais le V4 – par une immodeste analogie au G8 – tente de jouer les bons offices entre les ex-républiques soviétiques aspirant à l'Europe et l'UE.

Cette dernière marque le pas après les « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel européen, ressentis comme des manifestations de réticence à l'égard des derniers élargissements. À Strasbourg, le concept de « capacité d'absorption » sert de parade aux poussées de l'Est et du Sud, et il devient difficile de nommer ce que l'on a du mal à réaliser : faut-il opter pour un « partenariat privilégié » ou soumettre à tous les soupirants actuellement sans perspective d'adhésion « des propositions de relations multilatérales » ?

À Vilnius, un premier rassemblement tente de fournir un nouveau contenu au terme vague de « voisinage » : il s'intitule « Vision com-

mune pour un voisinage commun » (mai 2006) et souhaite débattre de la démocratie à l'est de l'Europe. Le forum est suivi par des représentants des ex-pays soviétiques, des ex-pays d'Europe de l'Est, de la plupart des pays d'Europe occidentale et des États-Unis. C'est le lieu et le moment que le vice-président américain Dick Cheney choisit pour accuser le gouvernement russe d'utiliser ses ressources énergétiques comme « instrument d'intimidation et de chantage », et critiquer le retour en arrière en particulier dans le domaine de la liberté de la presse et du pluralisme politique. La réponse de Moscou rappelle les temps les plus froids, lorsque Vladimir Poutine réplique que la Russie « résistera à l'intervention des forces étrangères dans la sphère de ses intérêts vitaux » – c'est-à-dire l'étranger proche – et insiste sur la disproportion des armements entre les deux puissances russe et américaine, disproportion qu'il s'agirait de réduire.

UN RETOUR TUMULTUEUX DE LA RUSSIE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Il faut dire que les relations entre George W. Bush et Vladimir Poutine sont loin d'être aussi harmonieuses qu'à leurs débuts, et les détours pris par Moscou pour accéder à « la cour des grands » ne plaisent guère à Washington : le Kremlin sert d'intermédiaire dans la crise avec l'Iran concernant son programme nucléaire quand la communauté internationale envisage des sanctions, reçoit les responsables du Hamas, enfin est accusé par le Sénat américain d'avoir profité de l'accord de l'Organisation des Nations unies (ONU) avec l'Irak dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture ».

L'Union européenne critique de temps à autre les dérives autoritaires du pouvoir de

15. Une partie des crédits TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States ; aide technique à la CEI) financent alors le projet Traceca (Transport Corridor Europe-Caucasus-Central Asia, Corridor de transport Europe, Caucase, Asie centrale).

Moscou, mais sans grande fermeté. La situation en Tchétchénie est rarement évoquée dans les échanges, ou de façon purement formelle, et la Russie parvient à faire oublier qu'elle est en guerre.

De son côté, Moscou espère voir les instances européennes adresser leurs critiques plutôt à ceux qu'elle accuse de ne pas protéger « ses » minorités ou de s'adonner à des fraudes électorales dont seraient victimes les candidats qu'elle soutient. Elle fait partie intégrante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), au même titre que l'ensemble des États issus de l'éclatement : au moment des scrutins, les observateurs « ex-soviétiques » et occidentaux se mêlent, parfois avec profit, même si on peut ironiser sur le fait que ceux dépêchés par la CEI affirment systématiquement que les élections se sont déroulées de façon équitable quand ce n'est pas le cas.

Certes, le choix de la Russie pour la présidence du G8 – qui plus est à Saint-Petersbourg – marque un retour prestigieux. « Le plus important pour elle, confie un haut fonctionnaire européen, est davantage la présidence que l'ordre du jour. » Moscou peut se prévaloir, avec la mort du chef de la guérilla tchétchène Chamil Bassaïev, d'une victoire sur le « terrorisme » et d'une « pacification » de la zone. Les responsables occidentaux rappelleront toutefois la priorité donnée aux questions

énergétiques et le devoir de transparence dans ce domaine. L'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fut retardée.

Grâce à elle ou malgré elle, l'Europe joue pourtant un rôle qu'elle a tendance à sous-estimer : dans cette zone, les différentes notions d'eupéanité, d'Europe institutionnelle, d'Occident, d'économie de marché et de démocratie s'entrechoquent et se confondent, invitant d'autant plus vivement l'Europe à clarifier ses positions.

Ces espaces connaissent des variations très marquées par leurs héritages historiques respectifs. La Russie semble souffrir davantage que les autres ex-républiques de l'enfermement géographique et idéologique antérieur, et situe sa démarche plutôt dans l'attente d'un « sauveur de la nation » qui la « protège des ennemis » qu'en termes proprement démocratiques. L'Union européenne digère lentement des élargissements qui la devancent, tandis que les populations brandissent parfois des « cartons jaunes » pour ralentir le processus constitutionnel. Il n'empêche que ces États attendent de l'Europe – et seulement d'elle – ce qu'ils appellent la « civilisation », sorte de miracle quasi inéluctable, tandis que l'Europe marque le pas et doute, ce qui représente un atout s'il s'agit d'un moment de réflexion ; mais il lui revient de répondre aux questions posées et d'allier l'exigence éthique au réalisme.

Bibliographie

- A** Applebaum, A. (2005), *Goulag, une histoire*, Paris, Grasset.
- G** Gomart, T. et T. Kastueva-Jean (dir.) (2006), *Russie.Nei.Visions 2006. Understanding Russia and the New Independent States*, Paris, Ifri.
- K** Kliamkine, I. (2003), *La Russie de l'ombre*, Paris, Presses de la Cité.
- L** Laruelle, M. et S. Peyrouse (2006), *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, CERI/Autrement.
- P** Politkovskaïa, A. (2005), *La Russie selon Poutine*, Paris, Bouchet-Chastel.
- W** Wilson, A. (2005), *Virtual Politics : Faking Democracy in the Post-Soviet World*, New Haven, Yale University Press.